



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'organisation des recherches dans le domaine de l'économie rurale en Italie

Dario Perini

Citer ce document / Cite this document :

Perini Dario. L'organisation des recherches dans le domaine de l'économie rurale en Italie. In: Bulletin de la Société française d'économie rurale. Volume 3 N°4, 1951. Compte rendu des réunions de travail franco-italiennes des 10-15 septembre 1951. pp. 141-145;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1951.1262>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_1146-9374_1951_num_3_4_1262

Fichier pdf généré le 09/05/2018

L'ORGANISATION DES RECHERCHES DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE RURALE EN ITALIE

par M. Dario PERINI
Professeur à l'Université de Pise

L'Italie possède aujourd'hui une organisation efficace qui conduit des recherches systématiques dans le domaine de l'économie rurale, en suivant des critères rigoureusement scientifiques, mais ayant des finalités pratiques, visant à fournir un matériel abondant d'observations d'études aux organes qui, à l'intérieur du pays, sont appelés à mettre sur pied et à réaliser la politique agricole.

Cette organisation compte déjà quelques dizaines d'années d'existence et son origine remonte aux années qui ont suivi la fin de la première guerre mondiale. Les fondements furent développés et perfectionnés avec le temps, mais la structure et les méthodes de travail ne subirent pas de modification dans leur ensemble. C'est sur eux que porte le thème central de ce rapport que j'ai l'honneur de présenter à cette assemblée, qui réunit pour la première fois, dans un contact amical et fructueux, les savants de l'économie rurale de nos deux pays.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il serait utile de rappeler toutefois quelques précédents, pour indiquer le chemin qui a été parcouru et pour rendre compte du long travail qui a permis de mûrir les réalisations que nous nous proposons de présenter ici.

On peut posément affirmer que jusqu'à la fin du siècle passé, il n'existait pas en Italie d'économie agricole comprise comme une discipline scientifique et organique.

Il ne faut tout de même pas penser que l'agriculture, sous son aspect économique, eut été jusqu'alors négligée. A la fin du XVIII^e et au cours du XIX^e siècles, des Académies et des savants isolés, parfois des personnalités marquantes de la scène politique, se sont activement occupés de certains problèmes relatifs à l'activité agricole. Parmi les Académies, il suffirait de mentionner celle des Georgofili de Florence, qui réunissait la partie la plus entreprenante et la plus ouverte des gentilshommes campagnards et, plus tard, le noyau le plus actif de la bourgeoisie rurale, anxieuse d'ouvrir ses entreprises au souffle innovateur qui avait révolu-

tionné, en Angleterre, en France et en Allemagne, les systèmes de production de l'agriculture.

Mais, le plus souvent, l'œuvre de ces Académies était un mélange hétérogène de technique et d'économie marqué çà et là par de vives nuances littéraires, à la mode de l'époque. Beaucoup d'idées brillantes, même d'observations aiguës sur les conditions des agriculteurs, sur les contrats agricoles, sur la vie rurale en général, mais rien de plus. Elles n'auraient d'ailleurs pas pu donner davantage. Il n'existait pas, à l'époque, d'instituts agricoles de rang universitaire, sièges naturels pour l'élaboration doctrinaire des disciplines économiques appliquées à l'agriculture.

Il faut reconnaître toutefois que, même avec l'apparition de ces centres scientifiques de haute culture agricole — le premier d'entre eux surgit à Pise en 1840 — l'économie rurale mit beaucoup de temps avant de prendre corps et forme d'une discipline autonome. Pendant de longues années, en effet, elle fit partie intégrante de l'enseignement de l'agronomie en constituant un simple sous-chapitre qui cherchait à résoudre les simples problèmes d'adaptation des cultures et des élevages, surtout à travers ces comptes cultureux analytiques que l'école moderne italienne a désormais relégués parmi les vieilleries du passé.

Certains hommes d'Etat, tels que Cattaneo, Cavour, Minghetti, qui nous ont laissé des pages glorieuses de l'histoire du Risorgimento, possédaient des aptitudes particulières d'observation et de pénétration des phénomènes de l'agriculture. Un grand nombre d'économistes purs de la génération passée et dont les noms sont bien connus en France, tel que Loria, Ricci, Prato, Valenti, Einaudi, ont choisi l'agriculture comme domaine préféré de leurs méditations. C'est vers 1880 que fut menée la grande enquête parlementaire sur les conditions de l'agriculture italienne, magistralement résumée dans le rapport final de Stefano Jacini. Au début de ce siècle, une autre enquête parlementaire sur les conditions des paysans du Midi fournit un matériel abondant pour la connaissance de la structure

agricole des régions italiennes les plus pauvres et les plus arriérées et mit en lumière les brillantes qualités de nos savants. En 1911, enfin, à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance politique italienne, Valenti écrivait des pages inoubliables sur l'évolution, les aspects et les problèmes de l'agriculture nationale, qui était alors, plus encore qu'aujourd'hui, la base fondamentale de la structure sociale italienne.

Toutes ces études, ces recherches, ces écrits avaient constitué autant de jalons pour l'étude rétrospective de l'agriculture ; ce sont de vrais joyaux de la pensée noble et haute ; ils ont inspiré des mesures législatives de grande portée historique. On ne peut nier, toutefois, qu'ils demeurent des pièces détachées, qui ne peuvent pas se fondre entre elles ; ils ne nous permettent pas, par eux-mêmes, d'exprimer un ensemble d'idées et de lois, dans lequel on puisse reconnaître les débuts d'une économie indépendante, relative aux faits de l'agriculture ; indépendante, mais nettement coordonnée avec les principes fondamentaux de la science économique.

Peut-être peut-on voir une tentative de ce genre, dans les travaux de Ghino Valenti, mais c'est au nom d'Arrigo Serpieri qu'il faut attacher le vrai début du procès de réélaboration radicale qui donna l'essor à cette discipline naissante. A partir de 1901, dans un bref mémoire sur les profits de l'entreprise, il avait profilé avec la plus grande clarté et une intuition heureuse, les contours et le contenu d'une entreprise agricole. L'œuvre de Serpieri fut soutenue alors, bien que dans des domaines divers, par les grands maîtres comme Colletti, Lorenzoni, Maronghi, Bordiga. Dans le sillon de la pensée de Serpieri, les rangs épais des disciples ont travaillé en profondeur avec un entrain juvénile, en donnant la vie à l'économie agricole telle qu'elle est professée aujourd'hui dans les Facultés universitaires.

Le cours annuel d'économie rurale, estimation foncière et comptabilité, tel qu'il a été pratiqué il y a vingt ans, a été transformé en un cours s'étendant sur deux ans d'économie et de politique agricole, précédé par une année d'éléments d'économie générale et de principes de statistique et complété par un cours parallèle d'une année, d'estimation foncière et comptabilité agricole.

Chaque Institut universitaire procède, de façon tout à fait autonome et sous la direction d'un titulaire fixe, aux élaborations scientifiques ayant une empreinte nettement doctrinale s'occupant par conséquent, en pleine liberté, de ce que nous appelons la science pure.

Les enquêtes proprement dites sur les secteurs vifs de l'agriculture nationale ont leur propre organe de propulsion et de coordination dans une institution centrale qui ne représente pas, toutefois, un lien nécessairement obligatoire. C'est sur cet aspect des

études de l'économie agricole en Italie, que je voudrais m'arrêter, les quelques données sommaires rappelées ci-dessus pouvant suffire pour le reste.

* *

La guerre de 1915-1918, longue et sanglante, avait provoqué un profond malaise dans les rapports entre les catégories agricoles qui prirent, dans certaines régions, la forme de grèves d'une vaste et dangereuse portée. Serpieri fut chargé d'étudier les causes de ces agitations et de suggérer des propositions concrètes sur les mesures et les interventions aptes à apporter une solution à ces conflits. C'est au cours de ses enquêtes qu'il put se rendre pleinement compte des graves lacunes existant alors dans la connaissance des conditions économiques et sociales des couches rurales et c'est dans les conclusions de son rapport qu'il souhaita la création d'un Observatoire national d'économie agricole qui aurait dû procéder systématiquement et non seulement sporadiquement (sous la pression et devant l'urgence des interventions fragmentaires), à la collecte et à l'élaboration complète et mise à jour de tous les éléments concernant la production, les coûts, les revenus, ainsi que les rapports contractuels, suivis dans leur évolution et dans leurs effets économiques.

Ventura avait voulu que Serpieri lui-même, en sa qualité de membre du Gouvernement, réalisât ce souhait, qui fut entre temps adopté par la Fédération des Consortiums agricoles, qui était alors et qui est encore l'organe coopératif supérieur dans le domaine agricole.

Par décret du 31 décembre 1923 était créé l'Institut d'Économie et de Statistique agricole, sous la dépendance du Ministère de l'Économie nationale (au sein duquel, à cette époque, l'agriculture était incorporée), en tant qu'organe supérieur d'enquêtes et de coordination des études économiques et agricoles et de statistique agricole.

L'Institut devait en effet pourvoir :

— aux recherches économiques proprement dites, se servant à cet effet des chaires universitaires et de son propre personnel spécialisé ;

— à la comptabilité agricole, par la création de bureaux spéciaux pour la tenue des livres de comptabilité, pour le compte des agriculteurs — à l'exemple des autres pays — et pour une collecte répétée et systématique et l'élaboration des données contenues dans les documents de comptabilité, ces données étant considérées comme un instrument excellent pour des recherches spécifiques dans le domaine de l'économie des entreprises ;

— à la statistique agricole qui, après la parenthèse féconde ouverte par Valenti, était retombée dans un état alarmant d'abandon.

En 1926 surgissait l'Institut Central de Statistique, muni d'amples pouvoirs pour tout ce qui se référerait au recueil des données dans tous les domai-

nes, de sorte qu'il fut jugé utile de faire absorber la branche de la statistique agricole par ce nouvel établissement. Par décret du mois de mai 1928 était créé, enfin, l'Institut National d'Économie agricole (I.N.E.A.), ayant siège à Rome, placé sous la haute surveillance du Ministère de l'Agriculture et des Forêts.

L'article 3 du statut précisait comme suit les tâches de l'Institut :

a) promouvoir et réaliser des recherches et des études d'économie agricole et forestière avec une attention particulière aux problèmes de la législation agricole, de l'administration rurale et des classes agricoles dans leurs rapports syndicaux ;

b) promouvoir, en conformité aux directives établies par l'Institut lui-même, la création progressive de bureaux de comptabilité agricole ;

c) orienter et coordonner l'activité des Observatoires locaux d'économie agricole.

La loi confiait, par conséquent, à ce nouvel Institut, des tâches de grande envergure qui embrassaient des domaines très importants. Un nombre important de publications témoignent de l'activité féconde et ininterrompue qui fut déployée dans les années qui ont suivi sa réorganisation. Nous en reparlerons plus tard. Il s'agit, pour le moment, de donner quelques informations sur l'organisation centrale et locale de l'Institut.

Conformément au statut, les organes de l'I.N.E.A. sont les suivants : le Président, le Comité de direction, le Secrétariat général, le Comité scientifique.

La nomination du Président est du ressort du Ministère de l'Agriculture et des Forêts et le choix se fait parmi les titulaires des chaires universitaires d'économie et de politique agricole. Le Comité de direction a des fonctions délibérantes et d'orientation générale et a la responsabilité de la gestion administrative.

Quelques professeurs appartenant aux cadres universitaires, ainsi que des dirigeants du Ministère de l'Agriculture, en font partie. Le Comité scientifique recueille dans son sein tous les professeurs des chaires d'économie et de politique agricole des Facultés agricoles des Universités. Il a des fonctions consultatives et est appelé à exprimer son opinion sur les initiatives en cours, sur les critères scientifiques suivis dans les divers travaux au programme, sur la répartition des moyens financiers pour l'exécution des travaux, sur le choix des collaborateurs, etc...

Cette organisation est celle du siège de l'Institut, à Rome. Ses organes décentralisés sont les Observatoires régionaux d'économie agricole, qui sont au nombre de 12 actuellement et qui existent presque tous auprès des Facultés agricoles et qui sont annexés aux chaires respectives d'économie et de politique agricole.

De cette façon, ces dernières participent étroitement à toutes les études ayant un intérêt national. En d'autres termes, les Observatoires sont pour ainsi dire le bras long de l'I.N.E.A. dans les diverses régions (par exemple dans le Piémont, en Lombardie, en Sicile, etc...), à l'intérieur desquelles, et chacun pour la région de sa compétence, ils procèdent au recueil de toutes les données et de toutes les informations demandées par le Centre, qu'elles soient de caractère continu ou sporadique.

Naturellement, lorsque les possibilités financières locales le permettent, l'Observatoire procède également à ses propres études sur lesquelles, toutefois, pour des raisons évidentes de coordination, le Comité scientifique est appelé à se prononcer.

Il semble hors de doute, et la longue expérience a permis de fournir à cet égard des preuves convaincantes, que cette structure, qui comporte, il est vrai, un minimum de discipline dans les études, mais dans les limites de laquelle chaque individualité est libre d'agir selon ses capacités, permet de réaliser une uniformité de direction, de régler dans le temps l'exécution des travaux et d'établir un plan de financement considérable.

Sur la source du financement il convient de nous arrêter, d'autant plus que dans les difficiles conditions actuelles, l'octroi des moyens nécessaires constitue une effort méritoire de la part de l'Etat italien.

A partir de sa fondation et jusqu'en 1944, l'Institut inscrivait à l'actif de son budget un revenu dérivant d'un fonds formé de titres d'Etat, affectés à perpétuité et inaliénables. Ce fonds atteignait 18 millions de lires d'avant guerre, avec un revenu d'un million de lires par an environ. Presque tous les Observatoires pouvaient compter, en outre, sur des moyens fournis, parfois en proportion considérable, par des établissements locaux.

A la suite de l'inflation due à la guerre, le capital d'origine demeurant fixe, les recettes de l'I.N.E.A. s'amenuisèrent progressivement au point qu'il dut suspendre, pendant les dernières années de la guerre et dans les premières années d'après guerre, toute forme d'activité scientifique.

Le marasme de cette période ayant été surmonté, les finances publiques intervinrent énergiquement pour assainir cette situation précaire ; tout d'abord, ce fut par des contributions extraordinaires ; ensuite, par décret du mois de juillet 1950, en consolidant et en amplifiant ces contributions de façon permanente, sous forme d'une allocation annuelle (30 millions de lires) inscrite au budget du Ministère de l'Agriculture.

Les événements de la guerre et les conséquences désastreuses qui suivirent dans les finances des institutions publiques avaient, d'autre part, fortement diminué les contributions locales données aux Observatoires, mais des moyens considérables de caractère extraordinaire ont afflué, par contre, à

l'I.N.E.A., pour l'accomplissement des enquêtes d'intérêt particulier.

Une activité imposante dans le domaine des publications atteste d'une façon éloquente le travail déployé par l'I.N.E.A. depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui. Il s'agit, comme nous l'avons déjà dit, de quelques centaines de publications, qui condensent les résultats des recherches effectuées dans tous les secteurs de l'agriculture nationale. Elles représentent, dans leur ensemble, un riche patrimoine de faits et de connaissances dans une matière qui avait été bien explorée par le passé.

Tous ces volumes se réfèrent à des études séparées, accomplies chaque fois sur des questions précises et limitées d'économie agricole, ou bien ils font partie de collections particulières. Dans les deux cas, prédominent surtout des monographies dans le vrai sens du mot.

Il nous est impossible d'énumérer ici toutes ces publications. Cela prendrait trop de temps. Je me limiterai donc à un résumé sommaire, afin que mes collègues français puissent se faire une idée des secteurs qui sont englobés dans ces études et, indirectement, des méthodes de travail adoptées.

Aussitôt que l'Institut commença ses premiers travaux, on sentit l'urgente nécessité d'orienter toutes les formes de la recherche vers des schémas pré-établis, en adoptant l'emploi d'une terminologie uniforme. Disons toute de suite que cela ne signifie pas une répétition d'arguments et de conceptions mais, bien au contraire, une clarté, une disposition logique de la matière et, avant tout, une élimination de toute incertitude et de toute équivoque à l'égard du sens des termes employés. C'est pour cette raison que, sur l'initiative de Serpieri, qui pour de longues années fut le premier Président de l'Institut, la série des publications débuta par un **Guide pour les recherches d'Economie agricole**.

Le premier travail de collection qui fut mis en chantier concernait les rapports entre la propriété foncière et l'entreprise, l'entreprise et le travail manuel, à base qualitative par excellence. Pour chaque région géographique, on prépare un volume spécial. En 1947, Serpieri avait synthétisé les résultats de l'enquête dans une œuvre fondamentale, intitulée **La structure sociale de l'agriculture italienne**. Récemment, enfin, l'aspect quantitatif de ces rapports, c'est-à-dire leur distribution dans l'espace, a été complétée par d'autres travaux fondamentaux, dus à M. Medici, président actuel de l'I.N.E.A. Ces travaux sont : **La distribution de la propriété foncière en Italie** et **Les types d'entreprises dans l'agriculture italienne**.

Un des problèmes les plus attrayants pour nos savants qui se consacrent aux études des matières économiques est, sans aucun doute, le problème relatif à la détermination du revenu dans les entreprises agricoles et à sa distribution entre les diverses catégories qui participent à la production. En 1926

déjà, Tassinari avait fourni une première **Etude** classique sur cette distribution, qui fut par la suite continuée et complétée par lui-même.

L'I.N.E.A. avait inscrit immédiatement ce type de recherches sur les entreprises représentatives dans son programme de travail. Quatre volumes comprennent les résultats de ces enquêtes, pour les années 1929-36, faites sur plus d'une centaine de types d'entreprises, choisies dans toutes les régions italiennes, sans compter celles, nombreuses elles aussi, qui ont été effectuées par les soins des Observatoires. Après la guerre, ce même genre de recherches a été entièrement repris et les données sont reproduites dans des chapitres spéciaux de l'Annuaire de l'Institut. Cette année, cependant, elles seront réunies, sur une échelle beaucoup plus vaste, dans des publications séparées, confiées aux soins de l'Office national de comptabilité agricole, dépendant de l'Observatoire de Bologne. En matière de comptabilité et d'utilisation des données de comptabilité, dans des buts économiques, l'Institut a publié des monographies particulières sur l'organisation des bureaux de comptabilité en Allemagne, en Suisse et en Tchécoslovaquie.

Le conflit de 1915-18 et la période qui suivit immédiatement conduisirent à une vaste formation de nouvelles petites propriétés paysannes, ayant des caractères économiques et sociaux très marquants. L'I.N.E.A. a consacré à ce problème de longues et laborieuses recherches, contenues dans des monographies régionales particulières ainsi que dans un rapport général préparé par Lorenzoni.

Des études sur les vallées ou groupes de vallées des Alpes et des Apennins, avec des synthèses finales, sont également recueillies dans une série de travaux consacrés au dépeuplement de la montagne, dont les signes manifestes sont perceptibles dans le secteur occidental du système alpin. Le but principal de ces études était celui de préciser la consistance et les causes de cette évolution démographique des reliefs montagneux et de suggérer aux autorités du Gouvernement les moyens aptes à y porter remède.

De nombreux types de familles paysannes ont constitué l'objet d'enquêtes monographiques, en révélant à l'observation des aspects le plus souvent ignorés ou très peu connus sur les salaires, les consommations et l'épargne.

D'autres études monographiques ont été achevées ou sont en cours d'élaboration sur les territoires, les cultures; tout récemment, enfin, a eu son début un grand ouvrage sur l'économie des élevages zootechniques. Parmi les cultures, il faut noter le riz, le chanvre, les betteraves à sucre, les tomates; en accord et avec l'aide du Monopole d'Etat, une étude importante sur la culture du tabac est en train d'être complétée. Le marché des terres et celui des fermages constituent une matière de recherches périodiques continues. Parmi tous ces travaux, on

ne pourrait omettre ceux qui concernent la bonification et l'irrigation, qui ont une importance tout à fait particulière pour le progrès agricole et l'installation plus stable et plus dense des populations rurales. Quelques publications volumineuses donnent un tableau précis et tenu à jour de cette admirable activité des agriculteurs italiens, que l'Etat encourage et assiste par de grands moyens.

Depuis bien des années, les représentants de la science agricole ont déploré le caractère fragmentaire des informations relatives à différentes années, éparpillées dans une multitude de publications, éditées ou non et difficilement accessibles. Il n'existait pas, jusqu'à présent, de panorama complet sur les aspects techniques et économiques de l'agriculture, contenant des références précises à des périodes déterminées. Cette lacune a été comblée par l'I.N.E.A. qui, depuis 1947, publie régulièrement un **Annuaire de l'agriculture italienne**, dans lequel sont reproduites objectivement, accompagnées de nombreuses données, les vicissitudes économiques de l'agriculture italienne, année par année.

De parution imminente est une étude à grande envergure, due à M. Medici, sur un des plus graves et des plus douloureux problèmes sociaux de l'agriculture, à savoir sur le chômage de la main-d'œuvre.

Il resterait encore beaucoup à dire sur l'activité de l'I.N.E.A. dans le domaine des publications, activité qui n'exprime pas entièrement, du reste,

tout ce qui a été fait et tout ce qui se fait sous ses auspices. Des articles, des synthèses, des résumés, des notes trouvent l'hospitalité dans la **Revue d'économie agricole** éditée par les soins de l'I.N.E.A., à partir de 1946, en fascicules trimestriels.

Telle est, de façon très succincte, l'organisation des études d'économie agricole en Italie. Tels sont les résultats les plus significatifs qui y ont été atteints.

On aurait peut-être pu faire mieux et davantage. Mais ce ne fut pas une entreprise facile et on n'eut pas peu de mérite en réussissant à réunir dans une collaboration féconde et harmonieuse, les professeurs des disciplines économiques agricoles des Universités, dans un pays aux tempéraments si individuels comme l'est, par tradition antique, l'Italie. Il ne fut pas facile, là non plus, de trouver et de maintenir des crédits pour une activité qui se prête certainement à des critiques, mais dont la vitalité, l'enthousiasme fervent et le souci continu de perfectionnement ne peuvent pas être dénigrés.

S'acheminant aujourd'hui vers son vingt-cinquième anniversaire, l'I.N.E.A. compte à son actif un passé non négligeable, un bagage riche d'expériences qui représentent la garantie d'une activité future toujours plus féconde en faveur des études qui doivent toujours être plus empreintes de la chaleur humaine, en faveur de l'agriculture tout entière qui est pour la moitié de la population italienne la base même de son existence.

